



THE CANADIAN CONSORTIUM FOR RESEARCH
LE CONSORTIUM CANADIEN POUR LA RECHERCHE
2705, PROMENADE QUEENSVIEW DRIVE, OTTAWA (ONTARIO) K2B 8K2
TÉL. : 613-820-2270 TÉLÉC. : 613-820-7244
[HTTP://EN.CCR-CCR.CA](http://en.ccr-ccr.ca)

**PRÉSENTATION DU CONSORTIUM CANADIEN POUR LA
RECHERCHE (CCR) AU COMITÉ PERMANENT DES FINANCES
CONSULTATIONS PRÉBUDGÉTAIRES 2017**

RÉSUMÉ

Le CCR comprend 20 organisations qui représentent plus de 50 000 chercheurs et 500 000 étudiants dans toutes les disciplines. Il s'agit de la plus grande coalition au Canada de plaider sur le financement de la recherche dans toutes les disciplines et de soutien pour l'éducation postsecondaire.

Le Canada accorde une place fondamentale aux sciences sociales, naturelles et sanitaires. Elles ont une grande influence sur le bien-être social, le fonctionnement humain, la santé, la technologie, l'innovation, la productivité et l'économie; cette influence peut être évaluée sur les plans individuel, commercial et communautaire.

Selon le Conseil des académies canadiennes, « une société possède une culture scientifique vigoureuse quand elle embrasse la découverte et soutient le recours au savoir et à la méthodologie scientifiques. Une telle culture encourage l'éducation et la formation d'une main-d'œuvre hautement qualifiée ainsi que le développement d'une économie innovatrice, fondée sur le savoir. » Les investissements dans une culture scientifique permettront de créer davantage d'emplois mieux rémunérés, d'apporter de nouvelles inventions et de nouveaux brevets, d'augmenter la productivité, d'accroître les recettes du gouvernement à moyen et à long terme et d'améliorer le niveau de vie des Canadiens – autant d'éléments qui aideront les Canadiens, les entreprises et les collectivités. Des investissements de ce genre contribueront également à mieux asseoir la place du Canada sur l'échiquier mondial en tant que pays qui soutient une culture scientifique pour le public, une politique fondée sur des données factuelles, ainsi que la génération actuelle de chercheurs et celles à venir.

Le CCR est très satisfait de l'investissement du gouvernement dans la recherche fondamentale pour 2016-2017 aux trois organismes subventionnaires – particulièrement le CRSH qui a subi la plus grande réduction de fonds au cours des deux dernières décennies –, dans les étudiants et dans l'infrastructure de recherche. Ces investissements étaient nécessaires pour aider le milieu de la recherche – et le Canada dans son ensemble – à rebondir après les années d'austérité; ce n'est que dernièrement qu'ont commencé des investissements dans l'infrastructure de recherche, les stages et le financement de la recherche ciblée. Si le gouvernement continuait à augmenter les fonds de 3 % par année pendant les trois prochaines années, le financement des conseils subventionnaires serait rétabli au niveau qu'il avait en 2007. Bien qu'il s'agisse d'une avancée positive qui permet d'améliorer le classement du Canada en matière d'intensité pour les DRDES (le Canada est passé de la 3^e à la 8^e place) et de suivre les pays concurrents, il faut que l'augmentation soit plus substantielle. C'est pourquoi nous recommandons les points suivants :

- Augmenter, de façon équitable, les budgets de base pour les conseils subventionnaires de 5 % par année pour les trois prochaines années. **Coût : ~ 150 millions de dollars par année.**

- Fournir des fonds d'exploitation stabilisés en soutien à l'infrastructure de recherche et aux différentes pierres d'assise de la structure de recherche nationale du Canada à l'intérieur et à l'extérieur du milieu universitaire.
- Continuer d'investir dans les bourses d'études supérieures et les stages dans les sciences naturelles, sociales et sanitaires, particulièrement pour les Autochtones, les jeunes défavorisés, ainsi que les jeunes qui vivent dans des collectivités rurales et éloignées. **Coût : 25 millions de dollars par année** pour financer 1 250 étudiants de plus; **10 millions de dollars par année** pour financer 250 stages supplémentaires.

AIDER LES CANADIENS, LES COLLECTIVITÉS ET LES ENTREPRISES

Il est essentiel de développer, promouvoir et soutenir une culture qui valorise la découverte et l'innovation dans toutes les sciences – y compris, entre autres, les sciences naturelles, la technologie, l'ingénierie, les sciences sociales et humaines, la santé et les mathématiques – pour stimuler l'intérêt des jeunes Canadiens et des segments sous représentés de la société canadienne, ainsi que pour mettre en place la recherche scientifique et profiter de retombées importantes. Il faut pour cela des investissements durables qui soutiennent de façon permanente le financement de la recherche, de l'infrastructure et des étudiants.

FINANCER LES CHERCHEURS ET L'INFRASTRUCTURE

La capacité du Canada d'innover, de s'inscrire dans la concurrence internationale, et de prospérer sur le plan économique dépend de plusieurs facteurs, y compris :

- l'investissement du Canada dans la recherche et le développement (R-D);
- les façons dont la recherche est financée, examinée et récompensée;
- l'accessibilité à du financement stable pour soutenir l'infrastructure de recherche et un vaste éventail de recherche effectuée dans différents environnements.

R-D : Les connaissances de grande qualité, principalement acquise par la R-D, sont la clé de la compétitivité du Canada dans les domaines de la science, de la technologie et de l'innovation. La R-D comprend la recherche fondamentale entreprise dans le milieu universitaire et industriel; la recherche appliquée dirigée vers des objectifs précis; et le développement expérimental pour produire de nouveaux produits et processus, ou pour améliorer ceux qui existent déjà.

Les données de l'OCDE indiquent que les dépenses intérieures brutes en R-D du Canada sont à leur plus bas depuis 2000. L'investissement du Canada, en pourcentage du PIB, était de 1,61 % en 2014, soit un pourcentage inférieur à la moitié de la moyenne de l'OCDE (2,37 %) et nettement inférieur à celui des pays concurrents comme les États-Unis (2,7 %), la Corée (4,2 %), l'Allemagne (2,8 %), la Suède (3,1 %) et le Danemark (3 %). Par ailleurs, étant donné que d'autres pays augmentent de façon stratégique leurs dépenses de recherche-développement dans le domaine de l'enseignement supérieur (DRDES), le Canada est passé de la 3^e place en 2006 à la 8^e en 2013 en ce qui concerne l'intensité pour les DRDES.

Financer les améliorations : Les conseils subventionnaires du Canada suscitent l'admiration à l'échelle internationale et constituent le fondement du soutien de la recherche au Canada; toutefois, ce fondement n'est plus aussi solide qu'avant. La baisse du financement pour la recherche axée sur la découverte a mené à la récente instabilité des conseils subventionnaires en ce qui concerne la façon de financer, d'examiner et de récompenser la recherche. Au cours des dernières années, nous avons constaté :

- Une inégalité dans la distribution des fonds reçus par les conseils subventionnaires – le CRSH a subi la baisse de fonds la plus importante depuis 2007 et a reçu la plus basse augmentation de fonds, malgré le fait que les spécialistes en sciences sociales représentent plus de la moitié des chercheurs au Canada.

- Une tendance à diriger les fonds vers des programmes de recherche particuliers – bien que la recherche ciblée puisse traiter certaines questions, il y a une place pour la recherche fondamentale sur le court et le long terme qui définit, valide, interpelle et résout d’importantes questions; permet des avancées significatives; attire et développe des équipes de recherche de niveau mondial dont les activités produiront des scientifiques, des professionnels, des étudiants et des doctorants de haut niveau.
- Une diminution constante des taux de réussite ou des taux de subventions pour les conseils subventionnaires – une baisse des niveaux de financement et, dans certains cas, des systèmes d’examen mal conçus se sont traduits par le fait que de nombreux chercheurs tenus en très haute estime selon les normes d’excellence internationales se voient chaque année refuser des subventions en raison d’un manque de fonds. Par exemple :
 - En 2014, moins d’un chercheur du CRSH sur quatre a reçu du financement en dépit du fait qu’une autre tranche de 40 % de chercheurs a été jugée admissible par une évaluation confraternelle. Les recherches en sciences humaines fournissent des renseignements essentiels sur les principaux enjeux sociaux, culturels, psychologiques, économiques, technologiques et sanitaires.
 - Moins d’un chercheur sur cinq des IRSC est maintenant généralement financé alors que les comités de sélection estiment qu’environ les deux tiers méritent de recevoir des fonds. Les investissements dans les recherches sur les résultats de santé amélioreront notre capacité à comprendre et à traiter la maladie, et à mettre au point des actions préventives.
 - Au cours de la dernière décennie, le CRSNG a géré l’insuffisance de financement en réduisant ou en maintenant la valeur du taux des subventions de recherche en dollars non indexés. La capacité des chercheurs subventionnés du CRSNG à mener des recherches et, plus important encore, à soutenir les étudiants des cycles supérieurs, a gravement été touchée, particulièrement lorsqu’on tient compte des effets de l’inflation.

Le CCR est très satisfait de l’investissement du gouvernement dans la recherche fondamentale pour les trois conseils dans le cadre du budget 2016-2017, et particulièrement pour le CRSH. Si le gouvernement continuait d’augmenter les fonds de 3 % par an pendant les trois prochaines années, les niveaux de financement des conseils subventionnaires seraient rétablis aux niveaux qu’ils étaient en 2007 d’ici 2020; cependant, pour suivre le rythme des pays concurrents, il faudrait que l’investissement soit d’au moins 5 %.

L’INFRASTRUCTURE DE RECHERCHE ET LE SOUTIEN CONTINU À LA RECHERCHE

Des fonds d’exploitations stabilisés pour les universités, les ministères et les multiples organismes de collecte de données sont également nécessaires pour maintenir l’infrastructure de recherche, soutenir la gestion des données et continuer à effectuer des recherches pour : améliorer le bien-être des Canadiens, assurer le succès des entreprises dans lesquelles ils travaillent et les collectivités dans lesquelles ils vivent, et soutenir une culture scientifique solide sur laquelle fonder le développement de politiques et de programmes sains.

Le CCR reconnaît que des investissements ont été faits dans l’infrastructure de recherche de calibre mondial pour couvrir les coûts indirects liés à la réalisation de travaux de recherche, comme l’ont démontré les fonds alloués par le gouvernement précédent à la Fondation canadienne pour l’innovation (FCI) et aux universités qui font des recherches appuyées par le gouvernement du Canada par le présent gouvernement. Cependant, des fonds plus stables et plus prévisibles sont nécessaires. Il est essentiel de soutenir les exigences à court et à long terme de fonctionnement et d’entretien des laboratoires de recherche régionaux, nationaux et internationaux existants. De plus, chacun des trois conseils doit s’assurer que des fonds sont accessibles pour financer en temps opportun des équipements de plus petite échelle et les équipements nécessaires à la réalisation de recherches nouvelles dans certains laboratoires.

La qualité et l’ampleur des recherches qui se font dans les milieux universitaires constituent l’un des déterminants les plus importants de la transmission efficace du savoir dans le milieu universitaire et le secteur

privé; nous devons améliorer notre capacité à gérer les données de manière à ce que les universités du Canada et leurs bibliothèques travaillent ensemble et guident la production intellectuelle des universités vers un accès à long terme et une réutilisation des données.

Il est également important de soutenir de façon continue la continuation de la recherche dans des milieux non universitaires tels que Bibliothèque et Archives Canada, qui a la capacité de collecter, préserver et rendre accessibles des données particulières au patrimoine culturel du Canada utilisées par les chercheurs, les étudiants, les responsables des politiques, les historiens, les généalogistes, les collectivités autochtones, les journalistes, le grand public et Statistique Canada, qui fournit un mécanisme permettant de collecter les données de façon régulière et fiable à l'échelle nationale. Les chercheurs, les gouvernements, l'industrie, les entreprises, les organismes sans but lucratif, les municipalités et les collectivités peuvent utiliser de façon significative les données collectées et les recherches effectuées à long terme de manière normalisée à partir d'un échantillon représentatif pour éclairer leurs décisions stratégiques, encourager l'innovation, influencer l'économie et la prospérité sociale, et examiner les questions socio-économiques. L'interruption d'enquêtes telles que le Système d'information sur le personnel d'enseignement dans les universités et les collèges, l'Enquête auprès des titulaires d'un doctorat, l'Enquête auprès des jeunes en transition et l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes a laissé des lacunes importantes en ce qui concerne notre capacité à suivre l'information sur le marché du travail et sur le développement des enfants et des jeunes. Le public et les responsables des politiques profiteraient tous de l'établissement d'un Bureau scientifique qui superviserait l'utilisation des données probantes scientifique dans les décisions stratégiques et garantirait une consultation adéquate sur l'éventuelle introduction et l'annulation d'enquêtes de Statistique Canada.

SOUTENIR LES ÉTUDIANTS

Le taux de chômage constamment élevé des jeunes au Canada réclame une politique plus dynamique sur le marché du travail. Les étudiants représentent la prochaine génération de chercheurs qui contribueront à la culture scientifique du Canada en faisant des découvertes fondamentales et en s'attaquant aux multiples problèmes économiques, sociaux et culturels auxquels les Canadiens sont confrontés, ce qui aidera ces derniers, ainsi que les entreprises et les collectivités.

Le CCR reconnaît le soutien apporté par le présent gouvernement aux étudiants sous la forme de subventions supplémentaires, de remboursement de prêt et de crédit d'impôt. Il reconnaît également les investissements précédents qui ont été engagés dans les partenariats de recherche postdoctorale axés sur l'industrie et les stages pour les organismes à but non lucratif. Il faut continuer les investissements dans les bourses d'études supérieures et les stages en sciences naturelles, sanitaires et sociales, particulièrement pour les Autochtones, les jeunes défavorisés et les jeunes qui vivent dans des régions rurales et éloignées.

Le financement de l'enseignement, de la recherche et de l'expérience au niveau des 2^e et 3^e cycles encouragera les Canadiens à poursuivre leurs études universitaires et jettera les fondations du développement économique et social. L'expérience acquise dans le cadre des stages les aidera à trouver des emplois dans le domaine de la recherche ou d'autres emplois de qualité. Cela stimulera la croissance économique et l'innovation, dont les répercussions sont des emplois meilleurs et une productivité accrue.

L'appui indéfectible des stages et des bourses d'études dans une diversité de disciplines et de milieux, en particulier ceux des organismes à but non lucratif, dans les sciences humaines et dans des domaines convoités, aura des retombées positives sur les étudiants et les employeurs, tant au Canada qu'à l'étranger (p. ex. en aidant à réduire l'écart entre le taux de diplomation au Canada et dans d'autres pays; en positionnant le Canada à l'échelle internationale comme solide terrain de formation et les Canadiens comme étant hautement qualifiés).

RECOMMANDATIONS

Des voies de financement efficaces sont nécessaires pour favoriser la recherche novatrice, dans et entre les disciplines. Si les points présentés ci-dessus ne sont pas pris en considération, d'autres pays bénéficieront des chercheurs canadiens qui trouveront chez eux des financements et des emplois plus stables.

- Continuer d'augmenter, de façon équitable, les budgets de base des conseils subventionnaires à un niveau concurrentiel (**COÛT : augmenter de 5 % par année, pendant les trois prochaines années, le budget de base des trois conseils subventionnaires [coût total : ~ 150 millions de dollars par année]**).
- Fournir des fonds d'exploitation stabilisés pour soutenir l'infrastructure et les différentes pierres d'assise de la structure de recherche nationale du Canada à l'intérieur et à l'extérieur du milieu universitaire.
- Augmenter le Programme de bourses d'études supérieures du Canada de **25 millions de dollars par année** pour financer 1 250 étudiants de plus (valeur des bourses de 20 000 \$) et investir **10 millions de dollars par année** pour financer 250 stages supplémentaires par an dans des disciplines et des milieux divers (valeur des stages/bourses de 40 000 \$).

*Le CCR remercie le Comité permanent des finances de la Chambre des communes de recueillir des points de vue dans le cadre des consultations prébudgétaires.
(613-237-2144, poste 323 ou executiveoffice@cpa.ca).*